



Combattons la régression sociale que veulent imposer le patronat et le gouvernement !

Le gouvernement manifeste une fois de plus sa prédilection pour les démonstrations de force : après la déchéance de nationalité, le maintien permanent de l'état d'urgence, la violence répressive et systématique à l'encontre de toutes celles et tous ceux – la CGT en particulier – qui s'opposent à sa politique de régression sociale, notamment contre son projet de loi « Travail », le premier ministre vient de dégainer le 49.3 afin d'étouffer dans l'œuf les débats parlementaires sur le projet de loi « Travail » et toute velléité de contestation, y compris dans son propre camp.

La discussion, les débats contradictoires confèrent une apparence de légitimité démocratique aux lois votées au parlement. En l'absence d'une telle apparence, une loi a vite fait de devenir « scélérate » et d'être perçue comme une violence faite au peuple. Les mauvaises lois, qu'elles soient antisociales ou d'exception, sont généralement votées dans la hâte fébrile de l'urgence, sous l'argument fallacieux d'une nécessaire réforme ou du maintien sécuritaire de l'ordre. Au final, elles sont toujours un mauvais coup contre la démocratie (*Patriot Act* aux USA en 2001, l'état d'urgence en France en 2016).

Manuel Valls justifiait l'état d'urgence au nom d'une soi-disant « guerre contre le terrorisme ». Avec la loi El Khomri-Valls-Hollande destinée à démanteler le Code du travail, c'est le monde du travail, c'est la vie quotidienne de celles et ceux qui produisent les richesses qui sont visés avec en prime l'usage d'une arme lourde sur la tempe : le 49-3. Sous l'hypocrite posture du « dialogue social » invoqué par Valls, il s'agit plutôt cette fois d'un nouvel état de guerre qui n'avoue pas son nom. Une guerre sociale de classe contre les travailleuses et travailleurs de ce pays destinée à parachever l'entreprise de destruction des conquêtes sociales de 1936 et 1945.

Le patronat peut décidément être chaudement reconnaissant à un gouvernement qui le sert avec si grand zèle durant tout ce quinquennat social-libéral, en faisant voter des lois destinées à vulnérabiliser toujours plus les salariés, en rognant sans cesse leurs droits et garanties collectives, au prétexte que ces lois de régression sociale seraient la panacée pour l'emploi. Mais le vrai visage du social-libéralisme est tout autre : précarité exacerbée, progression du nombre d'exclus du travail, augmentation de la pauvreté et de la souffrance au travail, accroissement des profits des multinationales et des salaires des PDG, sans parler des paradis fiscaux (*Panama papers...*).

Face à cette guerre déclarée contre le monde du travail, la mobilisation des salariés doit s'intensifier. Il s'agit de faire entendre avec toujours plus d'ampleur notre détermination à lutter jusqu'au retrait total de cette loi funeste, par tous les moyens à notre disposition :

- *assemblées générales dans nos établissements*
- *manifestations*
- *blocages et occupations*
- ***grève les mardi 17 et jeudi 19 à l'appel de l'intersyndicale***
- ***et pourquoi pas : mardi, mercredi, jeudi et plus si nécessaire !***

Principale revendication : Retrait de la loi « travail », négociations immédiates pour de nouveaux droits de progrès social.

Dans les établissements d'ESR, organisons aussi la grève sur ces enjeux majeurs : une véritable augmentation du point d'indice, les salaires, le retrait du RIFSEEP, l'abrogation des lois LRU-Pécresse et LRU-Fioraso, l'arrêt de l'éclatement du service public d'ESR et sa restructuration régionale et territoriale, l'arrêt du recours systématique à la précarité, la cessation immédiate des atteintes intolérables aux droits syndicaux dans l'ESR...

Construisons l'avenir ensemble, pour gagner

Montreuil, le 13 mai 2016